

Si Bidault
était moins excessif...
les "modérés"
seraient moins "radicaux" !

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-quatrième année. — N° 206

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
VENDREDI 9 DECEMBRE 1949

Le numéro : 10 francs

Une lamentable comédie

AU sein des assemblées de politiciens, l'augmentation des impôts a toujours provoqué des réactions plus ou moins fortes, cette mesure ayant fatalement de fâcheuses répercussions sur le corps électoral. Or, aujourd'hui on ne possède plus d'autre moyen pour équilibrer très provisoirement le budget. Personne, en effet, ne veut entendre parler d'une diminution massive des crédits de guerre. Et l'on connaît parfaitement le destin des projets d'économies...

Pourtant une opposition contre toute augmentation d'impôts, fortement amorcée par la droite et le centre droit, gagne soudainement les partis de la majorité. L'atmosphère du Palais-Bourbon, sans être encore à l'orage est pesante. La Commission des Finances et par contagion celle du Travail somnolent. Pflimlin s'en va. Ribeyre l'imite. Des pétitions dirigées contre les projets budgétaires circulent. Elles se couvrent de signatures radicales, gaullistes, modérées, « paysans ». La majorité se lésarde et le gouvernement s'effiloche.

Derrière le prétexte que se cache-t-il ? D'abord l'approche des élections et la nécessité pour chacun de fixer son choix. Les socialistes retournent à leurs anciennes amours. Les autres à la « terre », ceux-là chez les commerçants. Et personne ne veut prendre la responsabilité de mesures impopulaires. Mais il faut durer encore un an. Voilà l'ennui. Ne vaudrait-il pas mieux provoquer la dissolution ? Mais qui prendra la responsabilité de faire éclater l'orage ?

Retourner devant les électeurs cadre parfaitement avec la situation présente : le danger stalinien est apparemment écarté, les visées gaullistes s'identifient suffisamment avec la nouvelle tendance de retour vers un néo-capitalisme libéral. L'on espère bien que l'alliance : radicaux-gaullistes, droite et centre droit sera assez puissante pour imposer cette politique et balayer à « ménage à trois » définitivement usé.

Comédie lamentable s'il en fut ! Il n'y a qu'à prendre tous les programmes, toutes les « idées » de ces messieurs pour être convaincu qu'ils ne feront rien de mieux, rien de pire que le gouvernement actuel.

Si nous étions à trois ou quatre ans des élections on peut être sûr qu'ils voteront les impôts. et si demain ils sont au pouvoir ils en proposeront à leur tour.

Quelle que soit la couleur politique d'un gouvernement, quelles que soient ses promesses, quelle que soit même sa volonté de rénover l'économie il échouera inévitablement. Et inévitablement les travailleurs paieront les frais de l'expérience.

Cette impuissance est dangereuse. Pour donner le change elle pourrait bien, s'il le fallait, rechercher l'appui de la force et supprimer nos dernières libertés.

SOUCIS AGRICOLES : M. PFLIMLIN s'en va...

M. PFLIMLIN avait un plan. Solidement charpenté, logique surtout, il reposait sur deux principes essentiels : la garantie accordée par l'Etat aux prix agricoles et la lutte contre la surproduction, par l'augmentation de la production...

La colombe au travail

Berlin, 30 novembre. — D'après le journal berlinois Sozial-Demokrat, l'armée « populaire » qui serait en voie de formation dans la zone d'occupation soviétique aurait des effectifs de 360.000 hommes, répartis en six groupes d'armes, qui seraient dotés chacun d'un cent vingt chars d'assaut soviétiques et de quatre-vingts pièces d'artillerie mobiles. Leurs quartiers généraux seraient établis à Potsdam, à Dresde, à Weimar, à Halle, à Schwerin et à Rostock. Le commandant de chacun de ces groupes serait assisté d'un commissaire politique, qui en serait le chef véritable. Une campagne de recrutement d'anciens officiers de la Wehrmacht est en cours ; elle vise tout aussi bien ceux qui résident en Allemagne occidentale. Les officiers, dont les familles continueraient de résider à l'Ouest, seraient payés moitié pour moitié en marks occidentaux et orientaux ; ils toucheraient en outre une prime de séparation de 320 marks.

(Le Monde, 1-12-49.)

Espérons que cette prime sera dûment hiérarchisée et en fonction du kilométrage d'éloignement. Histoire de ne pas rompre avec la tradition. Quant aux 360.000 hommes, nous avons ici de fervents patriotes nouveau modèle, qui se feront un plaisir de repousser les sales boches ». Faisons leur confiance et comptons sur Maurice... comme en 40... Vous savez, le gros Maurice, du « premier parti de France », parti, en effet...

ENCORE LES GRANDES VACANCES ?
M. Mansfield, représentant démocrate du Montana, qui vient de faire un voyage en Europe, a déclaré devant l'association des étudiants de l'université du Montana qu'à son opinion l'Allemagne est le pays le plus fort d'Europe.

En France, en revanche, il a cru déceler un « manque d'enthousiasme » qui lui inspire certaines inquiétudes. « Je me demande, précise-t-il, comment le programme d'assistance militaire peut fonctionner alors qu'il doit compter sur le peuple français comme principale force terrestre. »

« Ce n'est pas très encourageant, mais peut-être qu'une fois la France revenue à son ancien niveau, cette lacune se trouvera comblée. »

(Le Monde, 2-12-49.)

Pardi ! Elle sera comblée par ceux du « minimum vital », ceux de « la base ». Pour changer un peu. Quant à la hiérarchie, saturée de « responsabilités », elle sera héroïquement à son poste... dans la « civil ».

Nous en reparlerons tout à l'heure. Aujourd'hui, ce plan est abandonné, l'attitude du gouvernement à l'égard de la fixation du prix de la betterave ne laissant subsister aucun doute : les produits agricoles, exception faite du blé et de la betterave, devront affronter seuls et la concurrence, et les fantaisies météorologiques.

Corps électoral des plus importants, la paysannerie s'agite. En effet, si le dirigisme, en période de rareté ou de famine, est hautement préjudiciable à la bonne marche des affaires, l'aide gouvernementale devient indispensable en période d'abondance et de surproduction. On l'a bien vu pendant l'automne 1948, alors que les pommes de terre pourrissaient sur place et que, des campagnes, s'élevaient vers les gouvernants de poignants appels de détresse. On l'a bien vu pendant et après la guerre, alors que de ces mêmes campagnes s'élevaient des cris de malédiction contre les Farge et Cie.

L'Etat se devrait de comprendre : qu'il pénètre dans les granges et les étables lorsque les portes lui en sont grandes ouvertes, mais qu'il s'éloigne le jour où elles se barricadent.

Hélas ! cette saine politique ne semble pas admettre par M. Bidault. Avec un admirable courage, il fait face à la meute. Les fourches se lèvent. Et l'opposition, même au sein de son propre parti et à plus forte raison chez les « modérés », les « paysans », les gaullistes, les socialistes, bref un peu chez tout le monde, se forme en carré. Après Pflimlin, voici Ribeyre, un « paysan » qui, à son tour, démissionne. D'autres, à la commission des Finances, se familiarisent avec la technique de la grève perlée. Chacun choisit son arme, dont une des meilleures est sans conteste la « protection » de l'épi, qui doit sauver la France après avoir sauvé le franc... Un vent de civisme souffle au Palais-Bourbon. Bien sûr, il va falloir appareiller pour la grande bataille électorale.

Mais revenons à nos moutons.

Produire à toujours été une question secondaire. Ce qui compte au premier chef, c'est vendre. Tout est là. Or vendre, et vendre avec profit, n'est pas toujours aisé. Beaucoup s'en font. Si le ciel est clément, les cours s'élèvent. Si l'est inclement, le contraire se produit, tout est trop cher, le marché se rétrécit à la mesure de la bourse populaire. L'Etat apparaît donc comme l'agent régulateur indispensable. Or, comme la tendance ne seules française, mais mondiale, est à la surproduction, il faut à toute force découvrir des débouchés nouveaux, exporter. Mais comment exporter si les prix sont garantis ainsi que le désire

Nous nous abstenons de commenter les détails plus ou moins intéressants des délibérations et du communiqué publié à l'issue de la conférence. Notons seulement qu'en vertu de certaines obligations, les charges militaires vont encore s'alourdir dans tous les pays signataires du Pacte Atlantique. La course aux armements va caractériser la conjoncture européenne.

Toutes les agitations, toutes les espérances, ainsi que les affirmations de « Paix par la force », Johnson « dixit », tombent dans le vide si l'on place en regard la réalité de 300 divisions russes d'une part, et des super-bombes atomiques américaines d'autre part.

Pour justifier l'écrasement fardeau du budget de guerre, les livraisons d'armes et les obligations politiques qui en découlent, on veut nous faire croire qu'il est parfaitement possible à l'Europe oc-

cidionale de rétablir l'équilibre des forces militaires entre elle-ci et la Russie. Et des socialistes aux P.R.L., en passant par les gaullistes, on entonne avec plus ou moins de vigueur le même refrain, selon qu'un « passionnata » ou

l'on considère que le chômage n'est pas couvert en agriculture. Pas de caisse de chômage. Aucun secours. Mieux. Les Assurances sociales, auxquelles sont encore assujettis les agriculteurs, exige, du chômeur qui veut conserver ses droits aux prestations, non seulement sa cotisation personnelle, mais encore celle d'un patron qu'il n'a pas. Ce serait simplement ridicule si ce n'était odieux.

Il y a bien, certes, le « Droit au travail », le « Droit de vivre » que la naissance semble conférer à chaque individu.

Droit au travail ? Oui, s'il plaît aux riches de vous en donner.

Droit de vivre ? Ça sonne bien. Ça fait bien dans la constitution. Muni de ce dernier « Droit », essayez de vous présenter chez le boucher, par exemple, et vous verrez comment vous serez reçu si vous n'avez pas une argumentation « argentine » qui plaide en faveur de votre « Droit ».

Le Droit légal s'est substitué au Droit naturel. Ce n'est plus qu'une question d'argent.

Et l'on pourrait dire, à la manière du bon La Fontaine : « Selon que vous serez puissant ou misérable, vos Droits seront plus ou moins étendus ».

J'ai l'air, n'est-ce pas, de vouloir compliquer mon histoire ?

Eh bien, pas du tout. Par ce qui précède, j'ai voulu simplement démontrer que les chômeurs en général, et les

Pflimlin et ses suivants. Trop élevés, il faudra alors recourir au « dumping », c'est-à-dire : vendre à l'étranger un produit 10 fr. et qui sera payé 15 au producteur, les 5 francs étant pris dans la poche du Français moyen par les bons soins du gouvernement.

Dans l'état actuel de l'agriculture, encore soumise aux routines et utilisant un matériel démodé, on ne peut opérer différemment.

D'autre part, et quoi que l'on en dise, l'exportation est difficile, même au moyen de ces subterfuges financiers. Les U.S.A. viennent de refuser

(Suite page 2, col. 4.)

NOTRE campagne contre le nouveau projet de loi sur l'avortement nous a valu l'approbation de nombreux médecins, libéraux ou non.

L'un d'eux nous signale que si ce projet policier est adopté, c'est encore une fois les pauvres qui en seront les principales victimes.

En effet, l'indignation dont, par sa protestation, la Confédération des Syndicats médicaux s'est faite l'écho, peut faire prévoir que si la loi prétend ordonner aux médecins de signaler les cas de fausses couches qu'ils auront à traiter, le plus grand nombre des praticiens, en clientèle privée, se refusera à jouer l'ignoble rôle de mouchard et ignorera purement et simplement la loi.

Mais en sera-t-il de même dans les hôpitaux ? Il n'est pas question de mettre en cause les médecins d'hôpitaux, mais ces médecins ne sont pas seuls : il y a aussi l'Administration », toujours respectueuse des règlements et de la légalité. Certes, l'Administration aussi est tenue, théoriquement du moins, au respect du secret médical, mais par la loi seulement, et elle est, par conséquent, toute disposée à repudier ce principe du secret médical si la loi l'y autorise ou l'y oblige.

Et le médecin d'hôpital aura beau faire son devoir d'homme et

APRÈS LA CONFÉRENCE DES "DOUZE"

L'ARMÉE, facteur d'insécurité, de peur, de guerre

par ERIC ALBERT

AVEC l'unanimité propre à toutes les assemblées soumises aux volontés d'un chef, les « Douze » se sont séparés après avoir examiné, discuté et accepté en un temps record les « propositions » militaires des U.S.A. Plus précisément, les propositions du groupe permanent — France, Angleterre, U.S.A. — siégeant à Washington. Ce qui revient au même.

Ceci fait, il ne reste plus au Congrès qu'à « libérer » le milliard de dollars affecté à la défense européenne, maintenant qu'un plan stratégique en garantit une judicieuse répartition.

Washington, n'ont pu rien préciser. On parle pourtant de « plan ». Mais on ne sait s'il s'appliquera sur l'Elbe, le Rhin, ou la Bidassoa. A croire qu'il s'agit d'un plan adaptable à toutes les physiologies géographiques, ethniques, industrielles. Après tout, c'est fort possible. Nous nous garderons de jouer les stratèges.

Toutefois cette imprécision en dit long sur la vanité de la grenouille européenne.

De deux choses l'une : ou il est possible d'armer l'Europe afin qu'elle puisse s'opposer victorieusement à une attaque russe, ou cela n'est pas possible. Dans le premier cas, il est bien certain que Moscou n'attendra pas que le cercle de fer se soude autour d'elle. Elle en brisera les tronçons. Et ce sera la guerre. Mais dans le second cas, rien ne pourrait justifier une attaque armée, et Staline réfléchirait avant de se démasquer aussi ouvertement.

Ne dit-on pas qu'il faut au moins cinq ans avant que l'Europe soit armée ? Et alors de quelle force s'agira-t-il ? Croit-on que les Américains vont envoyer des armes ultra-modernes, fusées, bombes atomiques et autres joujoux ? Mais cela équivaldrait à établir des bases américaines en Europe, en France en particulier, un tel matériel, rare et coûteux, nécessitant le contrôle, donc la présence permanente d'un état-major américain. En fait, l'armée française deviendrait armée américaine. Ce serait presque un « casus belli ». Et c'est bien pourquoi l'on ne s'avance qu'avec précaution dans la voie des livraisons d'armes. En tout état de cause, il ne pourra jamais s'agir que de matériel périmé, donc inefficace.

Mais, on insiste pour que la fabrication nationale s'intensifie, autrement dit pour que les peuples européens forgent eux-mêmes les armes de leur suicide.

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre la Russie, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est retomber dans la logomachie genevoise où l'on patage pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

Mais, on insiste pour que la fabrication nationale s'intensifie, autrement dit pour que les peuples européens forgent eux-mêmes les armes de leur suicide.

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre la Russie, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est retomber dans la logomachie genevoise où l'on patage pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

Mais, on insiste pour que la fabrication nationale s'intensifie, autrement dit pour que les peuples européens forgent eux-mêmes les armes de leur suicide.

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre la Russie, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est retomber dans la logomachie genevoise où l'on patage pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

Mais, on insiste pour que la fabrication nationale s'intensifie, autrement dit pour que les peuples européens forgent eux-mêmes les armes de leur suicide.

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre la Russie, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est retomber dans la logomachie genevoise où l'on patage pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

Mais, on insiste pour que la fabrication nationale s'intensifie, autrement dit pour que les peuples européens forgent eux-mêmes les armes de leur suicide.

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre la Russie, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est retomber dans la logomachie genevoise où l'on patage pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

Mais, on insiste pour que la fabrication nationale s'intensifie, autrement dit pour que les peuples européens forgent eux-mêmes les armes de leur suicide.

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre la Russie, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est retomber dans la logomachie genevoise où l'on patage pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

Mais, on insiste pour que la fabrication nationale s'intensifie, autrement dit pour que les peuples européens forgent eux-mêmes les armes de leur suicide.

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre la Russie, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est retomber dans la logomachie genevoise où l'on patage pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

Mais, on insiste pour que la fabrication nationale s'intensifie, autrement dit pour que les peuples européens forgent eux-mêmes les armes de leur suicide.

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre la Russie, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est retomber dans la logomachie genevoise où l'on patage pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

Mais, on insiste pour que la fabrication nationale s'intensifie, autrement dit pour que les peuples européens forgent eux-mêmes les armes de leur suicide.

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre la Russie, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est retomber dans la logomachie genevoise où l'on patage pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

Mais, on insiste pour que la fabrication nationale s'intensifie, autrement dit pour que les peuples européens forgent eux-mêmes les armes de leur suicide.

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre la Russie, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est retomber dans la logomachie genevoise où l'on patage pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

Mais, on insiste pour que la fabrication nationale s'intensifie, autrement dit pour que les peuples européens forgent eux-mêmes les armes de leur suicide.

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre la Russie, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est retomber dans la logomachie genevoise où l'on patage pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

Mais, on insiste pour que la fabrication nationale s'intensifie, autrement dit pour que les peuples européens forgent eux-mêmes les armes de leur suicide.

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre la Russie, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est retomber dans la logomachie genevoise où l'on patage pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

Washington, n'ont pu rien préciser. On parle pourtant de « plan ». Mais on ne sait s'il s'appliquera sur l'Elbe, le Rhin, ou la Bidassoa. A croire qu'il s'agit d'un plan adaptable à toutes les physiologies géographiques, ethniques, industrielles. Après tout, c'est fort possible. Nous nous garderons de jouer les stratèges.

Toutefois cette imprécision en dit long sur la vanité de la grenouille européenne.

De deux choses l'une : ou il est possible d'armer l'Europe afin qu'elle puisse s'opposer victorieusement à une attaque russe, ou cela n'est pas possible. Dans le premier cas, il est bien certain que Moscou n'attendra pas que le cercle de fer se soude autour d'elle. Elle en brisera les tronçons. Et ce sera la guerre. Mais dans le second cas, rien ne pourrait justifier une attaque armée, et Staline réfléchirait avant de se démasquer aussi ouvertement.

Ne dit-on pas qu'il faut au moins cinq ans avant que l'Europe soit armée ? Et alors de quelle force s'agira-t-il ? Croit-on que les Américains vont envoyer des armes ultra-modernes, fusées, bombes atomiques et autres joujoux ? Mais cela équivaldrait à établir des bases américaines en Europe, en France en particulier, un tel matériel, rare et coûteux, nécessitant le contrôle, donc la présence permanente d'un état-major américain. En fait, l'armée française deviendrait armée américaine. Ce serait presque un « casus belli ». Et c'est bien pourquoi l'on ne s'avance qu'avec précaution dans la voie des livraisons d'armes. En tout état de cause, il ne pourra jamais s'agir que de matériel périmé, donc inefficace.

Mais, on insiste pour que la fabrication nationale s'intensifie, autrement dit pour que les peuples européens forgent eux-mêmes les armes de leur suicide.

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre la Russie, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est retomber dans la logomachie genevoise où l'on patage pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

Mais, on insiste pour que la fabrication nationale s'intensifie, autrement dit pour que les peuples européens forgent eux-mêmes les armes de leur suicide.

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre la Russie, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est retomber dans la logomachie genevoise où l'on patage pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

Mais, on insiste pour que la fabrication nationale s'intensifie, autrement dit pour que les peuples européens forgent eux-mêmes les armes de leur suicide.

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre la Russie, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est retomber dans la logomachie genevoise où l'on patage pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

Mais, on insiste pour que la fabrication nationale s'intensifie, autrement dit pour que les peuples européens forgent eux-mêmes les armes de leur suicide.

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre la Russie, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est retomber dans la logomachie genevoise où l'on patage pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

Mais, on insiste pour que la fabrication nationale s'intensifie, autrement dit pour que les peuples européens forgent eux-mêmes les armes de leur suicide.

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre la Russie, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est retomber dans la logomachie genevoise où l'on patage pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

Mais, on insiste pour que la fabrication nationale s'intensifie, autrement dit pour que les peuples européens forgent eux-mêmes les armes de leur suicide.

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre la Russie, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est retomber dans la logomachie genevoise où l'on patage pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

Mais, on insiste pour que la fabrication nationale s'intensifie, autrement dit pour que les peuples européens forgent eux-mêmes les armes de leur suicide.

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre la Russie, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est retomber dans la logomachie genevoise où l'on patage pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

Mais, on insiste pour que la fabrication nationale s'intensifie, autrement dit pour que les peuples européens forgent eux-mêmes les armes de leur suicide.

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre la Russie, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est retomber dans la logomachie genevoise où l'on patage pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

Mais, on insiste pour que la fabrication nationale s'intensifie, autrement dit pour que les peuples européens forgent eux-mêmes les armes de leur suicide.

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre la Russie, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est retomber dans la logomachie genevoise où l'on patage pendant des années au sujet des armes offensives et défensives. Et il est stupide de croire que la Russie pourrait assister, sans réaction, à la mise sur pied de guerre de toute l'Europe Occidentale, ainsi que de vastes contrées asiatiques — Japon, Philippines par exemple — sous prétexte de défense !

Mais, on insiste pour que la fabrication nationale s'intensifie, autrement dit pour que les peuples européens forgent eux-mêmes les armes de leur suicide.

Il est ridicule de prétendre, ainsi que le font les Staliniens, que nous assistons à la formation d'une coalition dirigée contre l'U.R.S.S. Cela rappelle les « attaques » de la Pologne contre la Russie, celles de la Finlande contre la Russie. Mais il est également aussi mensonger d'affirmer que les U.S.A. ne nourrissent aucune intention belliqueuse. Vouloir distinguer entre des plans de défense et des plans d'attaque, c'est retomber dans la logomachie genevoise où l'on patage pendant des années au sujet des armes offensives et défensives

LES RÉFLEXES DU PASSANT

UN JOUR VIENDRA



« Ils ont des droits sur nous » avait dit le bouledogue. Cette parole n'était pas tombée dans des oreilles sourdes. Ils ont tenu le haut du pavé pendant longtemps, ils nous ont empoisonnés avec leurs histoires de tranchées. Et notre jeunesse a été maculée par la boue de la Somme ou d'ailleurs. Une boue pleine d'ossements qui s'élevait partout, exécrément opiférant de l'ancien combattant. C'est d'ailleurs tout ce qu'il a su faire, l'ancien combattant, fienter sur nos espoirs. Aujourd'hui sa race tend à disparaître. Au train où vont les événements, on parlera demain de la guerre de 14. Comme on parle de la guerre de Cent ans. Tant mieux. Ou tant pis.

Pourtant chaque année à la même date honteuse, l'écran nous rappelle les anciens combattants. Ils sont toujours là : ceux à pied, ceux à roulettes. Avec plein de croix qui s'alignent jus-

qu'au nombril. Un vrai cimetière. Fidèles à leur idéal de potins, ils ont des gueules fièrement couronnées et pleines de moustaches et de barbes.

Et tout ça, ça marche au pas. Au pas ! C'est beau ! C'est un signe d'indépendance et d'intelligence surtout. Ça pas jusqu'à la flamme pour que s'inclinent tous les drapeaux qui ont fait crever onze millions d'hommes jeunes.

L'ancien combattant défile. C'est un grand jour. C'est le jour de ceux « qui ont des droits sur nous » parce qu'ils n'ont pas eu le courage de fuir les cornes qui les poussaient à coups de crosse. Ils ont préféré courber l'échine en bons, en fidèles « héros ».

L'ancien combattant défile. Il est plein de mépris pour les jeunes qui n'ont pas connu la « vraie guerre », celle de Verdun, celle de la boue, celle de la Madelon. Il est fier l'ancien combattant. Fier de son pilon, fier d'avoir « sauvé la France ».

Courage et patience. Un jour viendra où il aura disparu, l'ancien combattant, et avec lui ses médailles, son brevet de canonnier, et tout le reste, tous les drapeaux et toutes les flammes.

Et il ne restera de ces temps qu'un témoignage pour sauver notre honneur : celui des déserteurs.

OLIVE.

L'ARMÉE

(Suite de la première page)

Certes, nous savons que de son côté elle ne demeure pas inactive. Mais il reste à savoir si elle est en mesure de rétablir perpétuellement l'équilibre en sa faveur, il reste à savoir lequel des deux antagonistes sera le premier à bout de souffle, échec dangereux ne laissant pas d'autre choix que l'abdication politique ou la guerre.

Or, en Europe, il apparaît bien que, sur le plan militaire, les U.S.A. sont d'une criante infériorité et la conférence des « Douze » ainsi que toutes les déclarations d'un Bradley ou d'un Johnson, la publicité tapageuse organisée autour de la nouvelle super-bombe atomique n'y change rien. Face aux 300 divisions russes, tout reste à faire. Mais en ce moment, Staline est bien trop occupé du côté de Sofia et de Varsovie pour se lancer dans une aventure guerrière. Au contraire : tout indique qu'il a besoin de paix au moins autant que son confrère de la Maison Blanche. Mais tous deux s'épient et s'arment. Tous deux sont sur le chemin de la fatalité, de la peur menant au suicide du monde. Et plus on armait, plus le suicide sera proche. Et si le Pacte Atlantique réussit à se concrétiser, le danger deviendra immédiat.

Nous n'en sommes pas encore là. Heureusement. On a même l'impression que les dirigeants américains ont vaguement conscience qu'il faut encore subordonner le militaire au politique. Que tout n'est pas irrémédiablement compromis. Mais tout le sera si un jour l'Europe occidentale est assez forte pour affronter les forces russes.

L'armée que l'on nous présente comme un facteur de paix est donc un facteur de guerre. Plus elle se développe, plus se développe le complexe de peur et d'insécurité, et la volonté de puissance des maîtres officiels et occultes du monde. Que seraient-ils sans elle ? Contre cette fatalité qui s'amorce et s'empêche au même rythme que la course aux armements pour se terminer à Hiroshima, il nous faut dénoncer sans relâche l'armée aveugle et criminelle.

Action gestionnaire

(Suite de la première page)

et la salle du conseil municipal prise d'assaut. Aux grands maux, les grands remèdes, n'est-ce pas ? Et l'on est bien obligé d'écouter nos discours, pas toujours tendres, certes, mais dont la logique vient heurter rudement une fausse argumentation pour la justification d'un manque de crédit.

Des solutions sont proposées par les chômeurs. Toutes sont refusées.

Héritiers des vieilles traditions révolutionnaires, chères à notre village, ces derniers déclarent sur-le-champ d'ouvrir de force un chantier, malgré le refus du conseil municipal.

Pour le paiement, on verra plus tard ! De gré ou de force, quelqu'un paiera ! Tel est l'avis de tous les chômeurs.

Effectivement, le lendemain, après avoir, eux-mêmes, consulté le plan cadastral, les chômeurs se mirent à remettre en état un fossé volontairement comblé par un propriétaire riverain.

Deux jours après, un deuxième conseil réunissait nos édiles. Nouveaux refus de recevoir les délégués. Nouvelle évacuation de la salle, puisque c'était là la seule façon d'être reçu.

Le compte rendu très détaillé d'une enquête sur les solutions apportées par les municipalités voisines aux problèmes du chômage, est écouté avec attention, semble-t-il. Seul, le maire n'a pas cru devoir l'entendre. Il avait sans doute, ses raisons...

Enfin, les chômeurs ont, à l'issue de cette séance quelque peu mouvementée, l'assurance que les journées passées sur le chantier ouvert malgré le refus du conseil municipal, seront payées et qu'un nouveau chantier, légal cette fois, fonctionnerait dès le lendemain.

Ainsi finit cette petite histoire, qui prouve que L'ACTION solutionne bien des problèmes prétendus insolubles.

Si courte soit-elle, c'est là notre conclusion. N'avais-je pas raison de vous dire qu'elle était riche d'enseignements ?

DESIRE PERRIER.

A propos de l'objection de conscience

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

respect de la personne humaine. C'est, et au fond, ces États, y trouvent leur compte : nous y reviendrons plus tard.

Ce châtiment qu'ils aiment, ce rôle de victime expiatoire, cette liberté de conscience « pour laquelle ils luttent », qu'est-ce en définitive ?

Que devient cette liberté de l'individu isolé qui se laisse enfermer ? Evidemment, nous diront les O.D.C. et leurs partisans, on peut être « libre » en prison. Mais de quelle liberté nous parlent-ils ? Sur quelle base repose-t-elle cette « liberté » ? Est-ce la « liberté de conscience » ? Mais n'est-ce pas une folie vide de sens ? Demandons-nous ce qu'est la conscience. Pour moi je n'y vois qu'une pure abstraction.

J'ai dit tout à l'heure que les O.D.C. étaient presque tous des croyants. Je sais qu'il y a aussi des O.D.C. athées. Sur ce terrain de l'O.D.C., il n'y a pas de différence essentielle entre les uns et les autres. Car l'athée, s'il n'est pas transcédé par un Dieu, l'est par sa conscience, par des principes ; c'est en leur nom qu'il se laisse punir ; de toute façon, pour les uns comme pour les autres, il y a une mystification.

L'anarchiste, le libertaire, le révolutionnaire ne peuvent accepter de telles positions, attendu que pour lui, pour eux, tous les hommes sont frères et ne peuvent être, par définition, si j'ose dire, transcendés par quoi que ce soit. Le destin d'un homme, pour un libertaire, est entre ses mains. Il n'accepte pas le rachat des péchés car ce serait reconnaître qu'il y a un péché, pécheur, homme déchiré. La liberté du révolutionnaire elle aussi — et dans les limites imposées par la société — est entre ses mains. Elle n'est pas conception abstraite car elle repose sur des bases matérielles, concrètes, sur les rapports entre individus concrets, réels, humains, sur les rapports des groupes entre eux, etc. : elle est immanente et non pas transcendente. Je ne veux pas développer ici, plus longuement, cette notion de liberté, et je me permets de renvoyer ceux que cela pourrait intéresser à une étude de notre ami R. Michel paru dans le dernier numéro des Etudes Anarchistes.

On m'objectera sans doute que l'Objeteur de conscience n'agit pas uniquement pour satisfaire une règle morale, un impératif personnel mais qu'il pense pouvoir par son acte s'opposer à la guerre, autrement dit que son acte a une efficacité, une résonance sociale.

J'écris plus haut que certains États acceptaient légalement l'O.D.C. Ce seul fait suffirait à nous mettre en garde. J'ai déjà dit aussi que les Objeteurs ne songaient pas à mettre en cause la société et ses lois. Ils restent donc bien dans les cadres de cette société, et l'État qui ne l'oublions pas, s'est hypertrophié au point de tout englober ne peut rien avoir à craindre des Objeteurs de conscience. Ce refus d'une seule loi et l'acceptation de toutes les autres ne peut en définitive qu'être gratuit et sert même à justifier la « liberté démocratique » des États qui l'autorisent. La France en retard sur ce point ne peut moins faire que d'accorder rapidement un statut légal à l'O.D.C. pour sauvegarder son rôle de championne des libertés humaines.

Rien de révolutionnaire, rien d'anarchiste dans l'O.D.C. puisque elle n'atta-

que pas le mal à sa base : la forme de la société. D'autre part encore, la forme de la guerre actuelle, guerre totale, expose nous le savons bien, les « civils » comme les militaires, les gens de « l'arrière », comme ceux de « l'avant ». Travailler à l'arrière, c'est travailler pour la guerre et il faut être bien résolu pour croire que l'on est moins « responsable » lorsque l'on ne tient pas un fusil que lorsqu'on en tient un.

En Angleterre, par exemple, les O.D.C. de la dernière guerre ont été contraints de travailler dans l'agriculture qui manquait de bras. Ils libèrent ainsi des agriculteurs qui purent être envoyés au combat. Il est à peine besoin de souligner, étant donné le caractère totalitaire des guerres actuelles que tout secteur d'activité, aussi pacifique soit-il en apparence, contribue au bon fonctionnement de la Nation en armes. L'Angleterre a pu se payer le luxe de permettre à quelques

puristes de ne pas prendre les armes d'autant plus qu'elle pouvait puiser largement dans le cheptel humain de ses nombreuses possessions d'outre-mer. Elle a eu par ailleurs bien soin de limiter les dégâts en isolant les Objeteurs, en les plaçant dans des milieux où leur prosélytisme ne risquait pas de porter ses fruits, en entretenant autour d'eux une atmosphère de suspicion par des campagnes sournoises laissant entendre par exemple que les O.D.C. étaient des dévotés, des nazis, etc. On voit par là comment, chaque fois que l'on n'attaque pas les fondements mêmes de la société, on s'expose à être finalement utilisé par cette société. L'État s'arrange toujours pour y trouver son compte.

Ainsi pour moi il n'y a pas d'équivoque possible, je ne reconnais pas pour mienne la position des Objeteurs de

conscience. Le courant de sympathie qui se manifeste chez certains libertaires vis-à-vis de l'O.D.C. est à mon avis basé sur un malentendu. Ce qui attire ces libertaires, dans la position des Objeteurs et de leurs camarades qui manifestent devant la prison de Cherche-Midi, c'est la forme de cette action même : l'action directe. Mais il ne faut pas oublier que l'action directe n'est pas bonne en soi, et que sa signification réside d'abord dans son contenu révolutionnaire. Ne nous payons pas de mots. Que l'on ne vienne pas non plus parler d'une solidarité abstraite, bonne en soi également, vis-à-vis des Objeteurs de conscience emprisonnés volontaires, alors que nous avons des centaines et des centaines de camarades révolutionnaires qui croulent dans les prisons d'Espagne, de Bulgarie et d'ailleurs où ils ne sont pas entrés, eux, de leur plein gré.

SAVOY.

SOUCCIS AGRICOLES

(Suite de la première page)

l'importation du beurre danois. Qu'en feraient-ils ? Ils sont déjà encombrés d'un stock de quelque 20 milliards d'œufs, dont personne ne veut ! En Allemagne ? Mais vous oubliez que la trizone compte au moins deux millions de chômeurs et qu'un chômeur n'est plus, hélas ! une « valeur économique ». En Angleterre ? Et le Danemark, superbement équipé et fournisseur de ce pays depuis toujours, qu'en ferez-vous ?

Encore avez-vous oublié que l'ineffable Truman a réduit autoritairement de 10 % toutes les emblavures de 1948. Il y a en effet trop de blé, trop de céréales secondaires même, trop de... Bref, trop de tout.

Pousser à la production serait folie. Bidauld l'a bien compris. Et c'est pourquoi il ne veut garantir les prix, chaque paysan étant certain de vendre à l'État, à Pierre ou Paul, peu importe, s'empressement de produire au maximum.

Certes, une récolte miraculeuse, due à des circonstances climatiques exceptionnelles, pourrait avoir des conséquences désastreuses. On sait que la chute des prix agricoles provoque toujours celle des prix industriels et que la pomme de terre à 3 fr. et les œufs à 5 fr. chez l'épicier sont un grave danger pour l'économie tout entière.

Mais Bidauld espère qu'avec un peu de chance, ces chutes ne seront que passagères. Juste ce qu'il faut pour faire pression sur l'ensemble des cours et donner ainsi l'illusion d'une réévaluation du pouvoir d'achat. Car, enfin, on ne peut décemment garantir les prix agricoles contre toute dépréciation et ne pas accorder le même avantage aux salaires ! Ces derniers, en effet, rentrent pour une large part dans la détermination des prix de revient. S'ils augmentent, le prix garanti suit le même chemin. S'ils baissent, le prix garanti demeure impassible.

Le plus sage est donc de ne rien garantir et durer. Après tout, cette solution en vaut bien d'autres, même celle de M. Pflimlin. Qu'en en juge.

« La diminution du pouvoir d'achat agricole, jointe à la crainte de la surproduction, laisse présager, si la situation n'était énergiquement reprise, un retour de l'agriculture au malthusianisme... »

C'est M. Pflimlin qui parle. Il vient en effet de constater qu'en automne 1948 la campagne se caractérisa par un effondrement des cours de certains

produits agricoles — pommes de terre, légumes, porc, etc... — alors que les prix industriels subissaient une forte hausse. Et cette hausse n'aurait certes pas tardé à se muer en dégringolade si, à l'époque, on n'eût pris des mesures énergiques : enfouissement sur place de récoltes importantes, quelques exportations, destruction d'œufs en Bretagne, etc...

Il faut donc, c'est de nouveau notre homme qui parle, établir les conditions de sécurité économique. Et il faut que les agriculteurs puissent utiliser pleinement des moyens de production modernes.

Mais d'abord que le gouvernement affirme publiquement qu'il entend garantir les prix, afin que se poursuive un objectif optimum de production. Les États-Unis, par exemple, ont compris et appliqué cette politique depuis longtemps. (Et c'est bien pourquoi les quelque vingt milliards d'œufs sont en train de pourrir.)

Plus loin (1), il nous parle de... « stockage obligatoire des excédents (sic) de produits laitiers avec garantie financière (resic)... plan de congélation pour la viande... création d'un fonds agricole de garantie de 15 milliards... fonds utilisés pour financer la garantie... tarifs ferroviaires spéciaux pour le transport des marchandises destinées à l'exportation... etc... »

(Contribuables ! contribuables ! à vos poches !)

Mais nous en savons assez au sujet de la garantie !

Quant aux exportations, nous avons vu ce qu'il en est. Pourtant, on ne désespère pas. Il faut, en effet, à tout prix moderniser l'agriculture française si l'on veut qu'un jour elle puisse vivre sans le secours étatique. (Exporter

sans « dumping »). C'est le but lointain que voulait atteindre Pflimlin, reconnaissons-le. Mais avant que de pouvoir concurrencer victorieusement les U.S.A. et, en Europe, le Danemark par exemple, que de chemin à parcourir ! Et que de sacrifices à imposer aux contribuables ! Aussi longtemps que les moyens de production resteront défectueux, l'État devra solder les écarts résultant soit d'une surproduction, soit d'une sous-production due à des circonstances atmosphériques et aux vieux systèmes d'exploitation.

En outre, les débouchés extérieurs sont incertains. Et on voit mal comment une industrie quelle qu'elle soit pourrait se permettre de moderniser son outillage et se lancer à corps perdu dans une production à outrance sans être au préalable assurée d'une vente équivalente. En l'occurrence, c'est donc l'État qui devrait se substituer à l'acheteur défaillant, parce que détourné du marché français aux prix excessifs.

Dans le cadre du système prix-salaire-profits, Bidauld, pour l'immédiat, a raison, mais Pflimlin, pour l'avenir, a également raison.

Pourtant, tous deux ont tort. Tous deux n'ont pas eu le courage ou la clairvoyance d'admettre qu'il est grotesque de se plaindre d'une abondance de biens !

Dans un monde simplement logique une telle manne serait accueillie avec des cris de joie. Les paysans travailleraient un peu moins, tout le monde serait beaucoup plus riche et tout serait dit.

J. C.

(1) Ces renseignements ont été puisés dans *Combat* du 10 et 11 novembre.

A NICE

TRAVAIL, FAMILLE, etc...

M. Paul Reboux vient de triompher deux fois en quelques semaines d'une association familiale des Alpes-Maritimes, ayant jugé « diffamatoire et injurieux » un de ses articles clairvoyant sur la reproduction.

Une conférence de cet écrivain sur le même sujet, prévue à Nice depuis une semaine, a été interdite par le Préfet, sur la requête des Chevaliers du Haras Patriotique.

Atteinte à la Liberté ? Il n'y a que le « Patriote de Nice » pour s'en emouvoir. Nous, en fait de Liberté, que ce soit sous la III^e, l'Etat Français ou la IV^e, nous connaissons la valeur du mot. Mais ce que le « Patriote » n'a pas dit, et pour cause puisqu'il se déclare hostile aux idées émises par Reboux, c'est que si nous ne pouvons protester contre les prétentions des républicains, c'est nous qui payons les multiples allocations familiales, pré-natales, etc..., si généralement distribuées aux inconscients « disciples » de ces ligues.

Le monde « bien-pensant » déclare souvent que les charges sociales sont payées par les patrons. Ceci est tout faux et nous le prouvons. Les cotisations payées par le patron sont incorporées au prix de revient au même titre que le salaire, et par conséquent déterminent les prix que le consommateur supporte.

Pour un salaire de 15.000 fr., un ouvrier coûte à l'entreprise environ

21.000 fr. Dans le décompte des prix, celle-ci utilise ce chiffre de 21.000. Ainsi, alors que nous percevons un salaire neuf fois plus élevé qu'en 38, le poste « main-d'œuvre » des prix de revient ressort au coefficient 18. Ce qui revient à dire qu'en dix ans nous avons été volés de la moitié de notre salaire, au profit d'inconscients trompés par une propagande mensongère.

Bien des camarades considèrent la question de population sans intérêt. Elle est au contraire primordiale, puisqu'elle est à la base de la consommation. Pourquoi Robin, G. Girard et Eugène Humbert, pour ne citer que ceux-là, ont-ils été poursuivis toute leur vie si la cause qu'ils défendaient était sans intérêt ? Le peuple ignore souvent ses amis, les profiteurs du régime, eux, connaissent leurs ennemis.

Il est indispensable de lutter avec vigueur et logique contre une escroquerie qui a trop duré déjà, et qui n'est qu'une réincarnation du fameux « Travail, Famille, Patrie » si combattu verbalement par nos (1) députés. Il est anormal que des couples se privent des joies d'avoir un enfant, pour des raisons purement morales, impossibilité de l'éduquer et l'entretenir convenablement, avenir incertain et Paix mal assurée, alors qu'ils sont frustrés d'un tiers de leur salaire au profit de ceux qui, soit inconscients ou par l'appât des primes, donnent la vie en série.

Exigeons un minimum vital suffisant pour permettre à tous les travailleurs de vivre décemment, et les Allocations Familiales et propagandes en faveur de la natalité seront inutiles. Ainsi les enfants naîtront chez ceux qui les désirent » et ne serviront plus au marchandage de vieilles filles et vieux célibataires aigris.

ROGER-A. PAON.

A tous les Groupes

La rédaction informe les groupes qu'elle décline toute responsabilité pour la non insertion de communiqués ne lui étant pas parvenus le lundi au courrier du matin.

REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Four changement d'adresse, joindre
25 francs et la dernière bande

FEDERATION ANARCHISTE

La Vie des Groupes

1^{re} REGION
Service de librairie chez Laureys Georges, 80, rue François-Ferré, à Fives-Lille (Nord).

2^{re} REGION
PARIS-14. LOUISE-MICHEL. — Prochaine réunion du Groupe Jeudi 8 décembre, à 20 h. 45, 20, rue Léon (sous-sol Olympique). Les sympathisants sont invités.

COLOMBES. — Le groupe se réunit tous les dimanches matin à 9 h. 1/2, à la salle du Café de la Mairie, 10, avenue Henri-Barbuse, Colombes.

COLOMBES, ASNIERES, ARGENTEUIL, NOUILLES, COURBOVOIE, ENGHEN. — Réunion intergroupe dimanche 11 décembre, 10 heures, Café de la Mairie, 10, avenue Henri-Barbuse, Colombes.

COURBOVOIE. 38, rue de Metz, réunion du groupe tous les 1^{er}, 3^e et 4^e lundis du mois. Les réunions sont ouvertes aux sympathisants.

ENGHIEN. — Tous les camarades et sympathisants, qui ne sont pas encore entrés en contact avec notre groupe, sont priés de le faire rapidement en vue d'entretenir la propagande. S'adresser : André Devriendt, 14 bis, boulevard Cotte, Enghien-les-Bains.

LIVRY-GARGAN. — Reprise des réunions du groupe les 2^e et 4^e lundis du mois, à 21 h., Salle Noire, en face le stade, autobus 147, descendre à l'arrêt de la Mairie.

Préparation de « Parole Libertaire » et activités locales.

MAISON-ALFORT, CHARENTON ET ENVIRONS. — Réunion vendredi 9 décembre, 49, rue d'Aurès, à Maison-Alfort, premier étage, à 20 h. 30 (autobus 181, descendre à la Gare).

Tous les copains sont priés de venir, c'est urgent !

MEUDON. — Appel est fait à tous les camarades désirant aider à la diffusion de nos idées. Pour tous renseignements, s'adresser au vendeur de « Libertaire », tous les mardis, de 18 h. 30 à 20 heures, en face la gare de Meudon-Val-Fleury.

MONTREUIL-BAGNOLET. — Réunion, tous les mercredis, Café du Grand Cerf, 171, rue de Paris, Montreuil, Métro Robespierre.

3^e REGION
METZ. — Pour tout ce qui concerne la propagande de la 3^e Région, s'adresser ou écrire à Boro, 28, rue de la Chevre, Metz.

Homécourt-Jeuf-Auboué. — Pour tous renseignements, adhésions, bibliothèque, journaux, s'adresser ou écrire à Emile Collin, 158, avenue de la République, à Homécourt.

4^e REGION
LORIENT. — A dater de ce jour, le groupe tiendra une permanence les premier et troisième jeudis du mois, de 18 h. 45 à 19 h. 30, café Borez, quai des Indes.

Militants et sympathisants désireux de nous aider y sont cordialement invités. Les réunions du groupe se tiennent comme d'habitude, mêmes jours, même heure et au lieu habituel.

NANTES. — Le groupe François-Ferré, tiendra sa permanence tous les samedis de 18 à 20 heures, rue Jean-Jaurès, 33. Appel à tous les amis et sympathisants.

5^e REGION
LYON CENTRE. — Le 10 décembre, à 20 h. 30, réunion importante pour la fusion des deux groupes. Réservé aux militants au siège Lyon-Centre.

SAINT-ETIENNE. — Réunion du groupe tous les dimanches, à 9 h. 30, salle C.N.T., rue Rouget-de-Lisle.

13^e REGION
F. A. SECTION NORD-AFRICAIN. — Pour tout ce qui concerne le mouvement libertaire spécifiquement nord-africain, prière de se mettre en communication avec DOUKHAN, 6, rue du Roussillon, ALGER.

Conférences - Débats

2^e REGION
Paris 14^e. — Mercredi 14 décembre, à 20 h. 30, local habituel, causerie-débat : « Jésus plagiaire des religions antiques », par le camarade Frétre.

Le Gérant : J. BOUCHER.

Impr. Centr. du Croissant
10, r. du Croissant, Paris-8

RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTIONES

2^e REGION
PARIS V-VI^e (SACCO-VANZETTI)
Le 9 Décembre,
Salle des Sociétés Savantes

Le travail forcé en U. R. S. S. base de l'économie stalinienne
Par Zinopoulos

GROUPE
LOUISE-MICHEL (18^e)
Jeudi 15 décembre, à 20 h. 30

Salle Tréaigne
rue de Tréaigne, 7 Métro : Joffrin

SUJET :
Orateur : Maurice JOYEUX
La gestion ouvrière est-elle possible ?

Les connaissances des travailleurs sont-elles suffisantes ?

PARIS-EST
Jeudi 7 décembre, à 21 heures
Salle Concert Pacra

12, bd Beaumarchais (M^o Bastille)
La Révolution Russe et le Mouvement anarchiste avec Makno

Orateur : Devançon

COLOMBES
9 Décembre, à 20 h. 30
Salle Municipale, rue Julien-Gallié

Hors de l'Eglise point de salut ?
Orateur : FONTAINE

Le clergé est invité pour la contradiction

MONTREUIL-BAGNOLET

Mercredi 21 décembre, à 20 h. 45
Café du Grand Cerf

171, rue de Paris
Montreuil, Métro : Robespierre

Où allons-nous ?
Par un camarade de la F. A.

JOIGNY
Dimanche 11 décembre, à 10 heures
Café de la Marine

L'homme, esclave de la machine
Amis, sympathisants, se mettre en rapport avec Marcel Servin, 19, rue Van-nereux, à Joigny.

10^e REGION
TOURNEE BOUCHER
Les travailleurs exploités par les politiciens

Montauban
Dimanche 11 décembre, à 9 h. 30
Salle du Café de l'Univers

Mazamet
Mardi 13 décembre, à 20 heures
Bourse du Travail

Béziers
Mercredi 14 décembre, à 21 h.
Maison du Peuple

Tarbes
Jeudi 15 décembre, à 21 heures
Salle de réunions de la mairie

Toulouse
Vendredi 16 décembre, à 21 heures
Salle de l'ancienne Faculté des Lettres
rue de Rémusat

GALA ARTISTIQUE du groupe des 3^e et 10^e

Dimanche 18 décembre 49, à 14 heures 30

SALLE DES JEUNESSES
10, rue Dupetit-Thouars

Métro Temple (1^{er} étage)
CH. D'AVRAY, GASSY, GEORGETTE, ZARA, M. HALLE, JOLIVET, P. PRIMERT, Léo CAM-PION et les chansonniers de la Vache Enragée et du Cabaret d'Avray

François l'illusionniste
Buffet

Trois heures de joie et de détente

CULTURE ET RÉVOLUTION

LES PRECURSEURS DE L'INTERNATIONALE ANARCHISTE (1) Les raisons de l'appel de David Rousset

de Saint-Imier 1872 à Verviers 1877

par HEM DAY (communiqué par C. R. I. A.)

À l'heure où le lent regroupement des forces libertaires renaissantes, mais disséminées de par le monde, se réalise concrètement à l'échelon international, il nous a paru opportun de jeter un regard sur le passé et de publier une étude d'ensemble faite par notre ami Hem Day — l'érudit infatigable — sur la continuité de l'Internationale Anarchiste (1).

Le Congrès de Saint-Imier, écrit James Guillaume, pour la première fois, le programme anarchiste et collectiviste a été développé en public sur tous ses points et dans toute son étendue. La manière dont ce programme a été reçu fut un véritable triomphe pour l'Internationale Jurassienne.

C'est le Comité Fédéral Jurassien qui prit l'initiative de convoquer, à un Congrès qui se tiendrait à Genève du 1^{er} au 8 septembre 1873, toutes les Fédérations autonomistes de l'Internationale disséminées par la volonté des marxistes.

Ce Congrès (qui s'intitula anti-autoritaire) marqua tout ce qui séparait les délégués de l'ancien conseil dirigé par Marx.

On envisagea entre autres la reconstitution de l'Internationale, puis, à Bruxelles, en 1874, se tint un Congrès International Anarchiste.

Du 26 au 29 octobre 1876, ce fut le Congrès de Berne. Si à Genève, en 1873, en plus des délibérations sur les statuts de 1866, on discuta le problème de la grève générale, au Congrès de Bruxelles en 1874, les délégués, hélas ! furent peu nombreux et une seule question fut à l'ordre du jour : « Par qui et comment seront faits les services publics dans la nouvelle organisation sociale ».

À Berne, en 1876, ce fut plus désastreux encore, et la Conférence manqua, on peut le dire, d'intérêt.

Il fallut attendre le Congrès de Verviers de 1877 pour faire le point et consacrer définitivement les divergences tactiques et idéologiques entre autoritaires et anti-autoritaires.

On sait qu'entre temps, le 16 juillet 1876, une conférence, réunie à Philadelphie par les bureaucrates de l'Association autoritaire, décidèrent de suspendre indéfiniment l'organisation de l'A.I.T. (Première Internationale).

Verviers 1877

En réalité, le Congrès de Verviers a été le IX^e Congrès de l'A.I.T.

On ne peut l'inclure sans prêter à confusion dans ce qu'on appelle la continuité de l'Internationale Anarchiste.

Cependant il est intéressant de l'étudier et surtout de faire ressortir les solutions qui y furent votées ; car ce

Congrès forme en quelque sorte le point idéologique qui relie l'affirmation anti-autoritaire à l'élaboration d'une pensée spécifiquement anarchiste, plus tard développée en détail dans les rapports écrits du Congrès international ouvrier révolutionnaire, de Paris 1900 (interdit).

C'est du 6 au 8 septembre 1877 que se déroula à Verviers le Congrès précité.

En dehors des questions administratives qui prirent un temps énorme, l'importance du Congrès résida entièrement dans la discussion de l'ordre du jour du Congrès de Gand qui devait se tenir à quelque temps de là.

Six questions étaient inscrites au Congrès de Gand. Elles furent examinées et débattues à Verviers et pour chacune fut votée une résolution qui devait définir le point de vue des délégués de l'Internationale lors de la discussion du Congrès de Gand.

Première question : « Des tendances de la production moderne au point de vue de la propriété ».

Voici la résolution votée :

« Considérant que le mode de production moderne tend, au point de vue de la propriété, à l'accumulation des capitaux dans les mains de quelques-uns et accroît l'exploitation des ouvriers, il faut changer cet état de choses, point de départ de toutes les iniquités sociales.

« Le Congrès considère la réalisation de la propriété collective — c'est-à-dire la prise de possession du capital social par les groupes de travailleurs — comme une nécessité ; le Congrès déclare en

outre qu'un parti socialiste vraiment digne de ce nom doit faire figurer le principe de la propriété collective, non dans un idéal lointain, mais dans ses programmes actuels et dans ses manifestations de chaque jour. »

Deuxième question : « Quelle doit être l'attitude du prolétariat à l'égard des partis politiques ? »

Une discussion approfondie amène le vote d'une résolution qui a été d'une importance considérable dans l'évolution du mouvement ouvrier et social.

« Considérant que la conquête du pouvoir est la tendance naturelle qu'ont tous les partis politiques, et que ce pouvoir n'a d'autre but que la défense du privilège économique ; considérant, d'autre part, qu'en réalité la société actuelle est divisée non pas en partis politiques mais bien en situations économiques : exploités et exploités, ouvrier et patron, salarié et capitaliste ; considérant, en outre, que l'antagonisme qui existe entre ces deux catégories ne peut cesser que par la volonté d'un gouvernement ou pouvoir quelconque mais bien par les efforts réunis de tous les exploités contre leurs exploités, les socialistes révolutionnaires anarchistes ne font aucune différence entre les divers partis, qu'ils se disent socialistes ou non. Tous ces partis, sans distinction, forment à leurs yeux une masse réactionnaire, et ils croient de leur devoir de les combattre tous. »

La résolution se terminait en exprimant l'espoir que les ouvriers qui marchent encore dans les rangs de ces divers partis, instruits par les leçons de l'expérience et par la propagande révolutionnaire ouvrière, les yeux et aban-

donnent la voie politique pour adopter celle du socialisme révolutionnaire.

Troisième question : « De l'organisation des corps de métiers » :

Le Congrès reconnaissait l'importance des corps de métiers, et en recommandait la formation sur le terrain international, mais il déclarait — et ceci est important — « que si le corps de métiers n'a d'autre but que l'amélioration de la situation de l'ouvrier, soit par la diminution des heures de travail, soit par l'augmentation du taux des salaires, il n'apportera jamais l'émancipation du prolétariat. Le corps de métiers doit se proposer comme but principal l'abolition du salariat, c'est-à-dire l'abolition du patronat, et la prise de possession des instruments de travail par l'expropriation de leurs détenteurs. »

Quatrième question : « Pacte de solidarité à conclure entre les diverses organisations socialistes » :

Le Congrès de Verviers estimait qu'un tel pacte ne pouvait être conclu entre l'Internationale et des organisations dont les principes et les moyens d'action étaient différents des siens.

Cinquième question : Elle avait trait à la fondation dans une ville européenne d'un bureau central de correspondance et de statistiques ouvrières. Le Congrès pensait que le bureau de l'Internationale pouvait se charger de cette mission sans qu'il soit besoin de créer un nouveau bureau spécial.

Quant à la sixième question qui traitait de la valeur et de la portée sociale des colonies communistes, le Congrès se rallia à la résolution votée au Congrès de Saint-Imier de 1872.

Sur cela, la clôture du Congrès fut prononcée, le 8 septembre, tard dans la soirée, aux cris de « Vive l'Internationale ! »

Il restait entendu que les résolutions adoptées n'avaient pas un caractère impératif et que les délégués qui prendraient part au Congrès de Gand ne seraient pas liés à ces textes qu'ils utiliseraient comme des indications de point de vue, auxquels les délégués de l'Internationale pourraient se référer dans la discussion.

Le lendemain, une partie des délégués du Congrès de Verviers prenait le chemin de Gand, d'autres se rendaient

L'initiative de David Rousset concernant les camps de concentration a soulevé un intérêt considérable. Nous avons reçu à ce sujet de nombreuses lettres ainsi que des articles reflétant des opinions et des tendances souvent opposées.

À notre avis le principal de la campagne de D. Rousset réside dans ce fait : le public n'est pas tellement ignorant des procédés totalitaires des pays capitalistes ou fascistes. Mais il admet moins facilement que des faits semblables — beaucoup plus atroces même — se produisent au pays du « socialisme ».

Ceci dit, nous pensons fondées la plupart des réserves qui ont été faites à propos de l'initiative de D. Rousset.

Aujourd'hui Benjamin Péret nous demande de bien vouloir lui accorder l'hospitalité de nos colonnes, le Figaro la lui ayant refusée. Nous aurions bien mauvaise grâce d'imiter l'attitude de notre confrère et c'est pourquoi nous publions ci-dessous l'article de Benjamin Péret.

J'en ai pas qualité pour intervenir dans

le débat tel que Rousset l'a limité.

Mais a-t-il raison de le réduire ainsi ?

Est-il normal de n'en appeler de la honte des camps de concentration (où

qu'ils soient et quels que soient les internés) qu'aux seules victimes des nazis ?

Il faudrait au moins y associer les réfugiés espagnols dont certains ont connu

successivement les camps de Franco, du stalinisme en Espagne, de Daladier,

de Pétain, de Hitler et peut-être maintenant, de Staline. Réduire ainsi le jury

aux seuls rescapés des camps nazis restreint considérablement la portée de l'enquête, que dis-je, lui donne un tour

nationaliste qui la rend tout à fait suspecte. En effet, Rousset ne viendra pas

nous dire qu'il n'a appris l'existence des camps russes qu'en 1949. Il la connaissait

depuis avant la guerre. Il n'en ignorait rien en tout cas lorsqu'il a écrit ses deux

principaux livres. Pourquoi donc s'est-il tu à ce moment et jusqu'à maintenant ?

Pourquoi ? Il répond de lui-même dans son article du Figaro littéraire du 19 novembre :

« A Nuremberg, le gouvernement soviétique n'était pas au banc des accusés. Il jugeait. Il condamnait. Il fustigeait

devant l'opinion mondiale la pire des crimes... » car « le Russe ne nous

est pas étranger, il est une partie de nous-mêmes », tandis que Franco « n'était pas notre allié », si bien que

la Russie « ne peut pas être ravalée au cas Franco ». Est-ce clair ? Rousset ne

pouvait pas, en 1945, 1946 ou 1947, s'occuper des camps russes car Staline

était alors un allié avec qui de Gaulle venait de signer un pacte d'amitié, mais

aujourd'hui où le capitalisme français s'est placé sous la protection très intéressée du dollar, la Russie est devenue un ennemi et Rousset, en bon patriote, fêtit les camps de concentration russes qu'il cherchait l'entente avec les stalinistes, il refusait de voir. Comme je comprends les réserves de Robert Antelme, auxquelles je m'associe pleinement !

« C'est un honneur que nous faisons à la Russie de nous adresser d'abord à elle. Nous lui parlons comme à un allié ».

Que Rousset garde cet allié pour lui ! Je suis convaincu que la plupart des survivants de ces camps d'horreur, qui ont souffert ou souffrent encore l'Europe et le monde, ne voient pas un allié dans les tortionnaires du Kremlin, mais bien leur pire ennemi. Des alliés, les auteurs des procès de Moscou, des alliés, les fossoyeurs de la révolution espagnole, des alliés, les assassins de Zinoviev, Kamenev, Boukharine, N. Moulou, Berneri, Trotsky, Blasco, parmi des dizaines ou des centaines de milliers d'autres ? Pour Rousset, sans doute, puisqu'il les réclame comme tels, mais pour les révolutionnaires, Moscou, ses policiers et ses gardes-chiourme, ne peut-être que des ennemis, au même titre que Washington et ses serviteurs français parmi lesquels il faut, pour le zèle qu'il déploie, placer David Rousset au premier rang. Qu'il continue : les prochaines élections législatives lui apporteront, dans le parti des « gérants loyaux du capitalisme », un fauteuil ministériel ou pour le moins un « strapontin ».

C'est Robert Antelme qui a raison d'insister pour qu'on remonte à la source des camps de concentration — le régime capitaliste — et de rappeler les atrocités commises par l'armée française, tant en Algérie qu'à Madagascar ou en Indochine, atrocités auxquelles sont associés les stalinistes qui participent alors au gouvernement. De quel droit des citoyens français vont-ils fêtit, en Russie, ce qu'ils tolèrent dans leur propre pays, sans s'y opposer de toutes leurs forces et en toute occasion ? Une commission d'enquête sur la répression dans le monde (ce devrait être son but et son titre) doit commencer par condamner sans équivoque les agissements des classes dominantes françaises, dans la métropole comme aux colonies. Ayant ainsi manifesté devant l'opinion publique de France et du monde, la répulsion que lui inspirent les méthodes du capitalisme français, cette commission d'enquête sera en droit d'exiger (car elle sera de ce fait soutenue par l'opinion publique du monde entier) de Staline qu'il lui ouvre ses camps, de Franco qu'il lui laisse visiter ses prisons et de Truman que les négres américains ne soient plus du bétail. Mais, si l'on s'adresse au seul Staline, on se range automatiquement dans le camp de son rival et la commission d'enquête en question devient une manœuvre de la guerre froide, jusqu'à ce que ses membres prennent place dans la guerre pure et simple, son aboutissement fatal si l'on n'y prend garde.

Benjamin PERET.

LES LIVRES

L'ENRACINEMENT

par Maurice LEMAITRE

déclaration des devoirs envers l'être humain

PERCANT à travers tous les ouvrages qui consacrent le nihilisme de notre époque, un pur rayon d'espoir vient de luire et, enfin, de justifier pleinement le titre de la collection dans laquelle est publié « L'enracinement » (1), de Simone Weil.

Avant de parler de ce livre magnifique, « un des plus importants qui ait paru depuis la guerre » nous dit A. Camus, j'aimerais faire don au souvenir de Simone Weil d'un précieux sentiment ressenti à la lecture des premières pages de son ouvrage, je veux parler de l'enthousiasme. Car il en est de celui-ci comme du mot : vertu dont Valéry constatait naguère la disparition dans notre langage et, le paraphrasant, je pourrais m'écrier : « l'enthousiasme, messieurs, l'enthousiasme est mort, ou, du moins il se meurt ! » En effet, et cela à la mesure de l'envie qu'ils en ont (car c'est un besoin de la jeunesse) la plupart des jeunes nés entre les deux guerres cherchent en vain les objets pour lesquels s'enthousiasmer. Après les remous de cette guerre et les déceptions des années qui s'écouleront depuis, ceux-ci (je ne parle pas des « enrégimentés » dans l'armée ou l'autre des idéologies) prospectent sans relâche les œuvres « absurdes », « désespérées », ou « nihilistes », perdant déjà, et depuis peu, la soif de ces « messages ». Alors, se détournant de tous, ils restent sur leur désir de trouver un art de vivre, obsédés par les mêmes thèmes devant lesquels ils sont sans force et, gardant mauvaise conscience, se résignent à ne chercher que dans les maigres succès d'une existence difficile des solutions provisoires à l'ambiguïté de leur condition.

Eh bien justement ! Le livre de Simone Weil n'est pas de ceux que l'on absorbe avec « intérêt » ou « sympathie » et c'est bien l'enthousiasme qui m'est venu à son contact. N'ayant pas, à ce moment, lu la « Pesanteur et la Grâce » (2), je me suis demandé quel pouvait être cet esprit exceptionnel qui, avec une autorité et une passion servies par une étonnante lucidité énonçait des affirmations aussi provocantes que celle-ci : « L'histoire officielle consiste à croire des meurtriers sur parole ». Je lui ai demandé à Simone Pétrement, qui a connu Simone Weil, admirant avec elle Alain, leur commun professeur. Elle écrit (3) : « Elle d'un médecin de Paris, ancienne élève de l'Ecole Normale Supérieure, agrégée de philosophie, elle n'était pas forcée de vivre avec ceux qui portent tout le poids des autres. Or, le choix qu'elle fit, en toute liberté, de ne pas être séparée d'eux, et de ne pas les défendre par des paroles, métier

agréable, mais de partager leur peine, est clair dans toute cette vie. Dès qu'elle commença d'enseigner, elle renoua profondément tout ce qui l'environnait, suscitant dans sa classe l'admiration et l'amitié de ses élèves, et d'autre part scandalisant la bourgeoisie de la ville, pour avoir accompagné des chômeurs qui allaient porter au maire leurs revendications. Tout en travaillant ardemment pour son métier, elle militait dans les syndicats parlait et agissait sans crainte et sans aucune concession, passant pour communiste aux yeux de beaucoup, et pour trotskyste aux yeux des communistes ; en fait, elle ne fut jamais d'aucun parti. En 1934, avec le sentiment d'obéir à une obligation qui supprimait tout le reste, elle quitta l'enseignement pour devenir ouvrière d'usine (franchise chez Renault) et, malgré une faible santé, elle resta tout le temps qu'elle l'avait résolu. Un peu plus tard, elle prit part à la guerre d'Espagne du côté des Républicains, sans espoir et n'approuvant pas beaucoup la conduite de cette guerre, mais pour ne pas s'en épargner les dangers, et fut retrouvée par ses parents dans un hôpital espagnol... En juin 40, elle était à Paris. Elle refusa d'en partir tant que la ville n'eût pas été déclarée ville ouverte. Elle suivit ses parents à Marseille mais là, elle décida librement, nullement forcée par les circonstances de se faire pour un temps ouvrière agricole. En 42, elle partit avec ses parents pour l'Amérique, voulant, après ce détour, gagner l'Angleterre et participer à la guerre. Elle n'obtint pas d'être parachutée sur le sol français, mais, comme elle s'était astreinte à manger extrêmement peu (rigoureusement la quantité allouée en France par les tickets de rationnement) elle est morte de phthisie et d'épuisement dans un hôpital anglais en 43 ».

Et c'est à cette femme, d'une incontestable laideur, mais dans un sens, d'une véritable beauté, nous dit Georges Bataille, et dont la vie force le respect et l'admiration, que l'on demanda en 1940 un rapport sur la situation morale de la France. Tel est l'« Enracinement ». Un traité sur les « Besoins de l'âme » le couronne et, tel quel, il nous donne une clé pour la compréhension des problèmes de notre époque et des raisons à la faillite des mesures employées depuis la Libération.

Quels sont donc ces « besoins de l'âme » retrouvés intacts par Simone Weil ? Ils font le titre des chapitres intitulés : l'ordre, la liberté, l'obéissance, la responsabilité, l'égalité, la liberté d'opinion, la sécurité, le risque,

la propriété privée, la propriété collective, la vérité. Je dédie ces livres à l'« obéissance » et à la « hiérarchie » aux réactionnaires bourgeois et aux stalinistes puisque ce sont sur ces points, avec tant d'autres, que les anarchistes diffèrent d'eux. L'obéissance, pour Simone Weil, est un besoin vital de l'âme humaine. Et donc « ceux qui soumettent des masses humaines par la contrainte et la cruauté les privent à la fois de deux nourritures vitales, liberté et obéissance ; car il n'est plus au pouvoir de ces masses d'accorder leur consentement intérieur à l'autorité qu'elles subissent. Ceux qui favorisent un état de choses où l'appât du gain (ou du pouvoir, ajouterai-je) est le principal mobile enlèvent aux hommes l'obéissance, car le consentement qui en est le principe n'est pas une chose qui puisse se vendre ».

Naturellement la méconnaissance de tels besoins entraîne des troubles et la seconde partie nous donne l'image de ceux que nous avons pu nous-mêmes constater. « Si les revendications atteignent l'ampleur d'un impérialisme ouvrier chez les communistes, c'est qu'ils font des rêveries apocalyptiques qui portent la marque de leurs souffrances, s'ils veulent abolir la propriété privée, c'est qu'ils en ont assez d'être admis sur le lieu du travail comme des immigrés qu'on laisse entrer par grâce ».

Et ces troubles s'étendant à toutes les classes de notre société, à toutes les idées courantes sur l'Etat, les Nations, les rapports entre celles-ci, on arrive à un tableau aussi désolant que celui peint dans le « déracinement ». Ce « déracinement » présente plusieurs aspects. Etant essentiellement suppression des rapports entre les individus et le cadre d'une collectivité naturelle, il lui fait repousser toute solution autoritaire, adoptée par des groupes voulant imposer sous peine d'exclusion, un vouloir et une pensée commune à tous ses membres. Et, analysant la situation de la France avant la guerre (et ceci s'applique à notre époque qui n'a rien changé à cette situation), elle voit la cause du déracinement ouvrier et paysan dans la séparation entre le producteur et le moyen de production, le problème de l'apprentissage, le patriotisme, (qu'elle admet à condition que la patrie ne soit plus une idole confondue avec l'Etat, car, selon Marx « un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre ») dans la séparation entre la culture et les masses.

Elle aborde ensuite la troisième partie en proposant des remèdes à cet

état de choses. Et, c'est bien là un des côtés le plus attachant de ce livre) puisque ce sont justement ces remèdes qui n'ont pas été employés, les résultats qu'elle prévoyait en 43 prennent l'allure de véritables prophéties quand on les compare à ce qui s'est effectivement passé.

Il serait intéressant d'entrer plus avant dans cette œuvre aux multiples aspects et d'aborder des critiques importantes sur les idées du bien, du mal, de l'obligation qui font la trame des deux livres de Simone Weil. Mais celles-ci n'auraient pas leur place ici, où nous n'avons qu'un seul but : aider le lecteur à trouver, à travers la production littéraire actuelle, le chemin des auteurs de premier ordre et d'inspiration vraie.

Et, si l'on sait que Simone Weil, juive, convertie sans que cela fut pour elle s'évader des problèmes des travailleurs auxquels elle s'était consacrée, qui, à la lecture de phrases comme celle-ci : « Dans l'histoire des ouvriers de

la onzième heure, il semble y avoir caprice de la part du maître de la vigne. Mais si l'on fait un peu attention c'est le contraire. Il ne paie qu'un seul salaire. Il n'a pas de monnaie. Saint Paul définit ainsi le salaire : « Je connaîtrai comme je suis connu ». Cela ne comporte pas de degrés. De même il n'y a pas de degrés dans l'acte qui fait mériter le salaire. On est appelé ; on accourt ou on n'accourt pas, qui ne conseillerait avant tout ce livre aux catholiques figés de ce pays ?

N.B. — Sous le titre : « La victoire militaire et la banqueroute de la morale qui maudit » est parue dans le n° 40 de Critique, une étude de Georges Bataille que je signale aux lecteurs désireux d'entrer plus avant dans la compréhension de l'œuvre de Simone Weil.

(1) Gallimard Ed. Collection Espoir, dirigée par Albert Camus.

(2) Plon éd. 1947.

(3) La vie et la pensée de Simone Weil, Critique n° 28.

Nos prix marqués entre parenthèses indiquent Port compris

ESSAIS - PHILOSOPHIE

Han Ryner : Crépuscule, 120 fr. (150 fr.) ; Dans le Mortier, 120 fr. (150 fr.) ; Amant ou Tyrant, 120 fr. (150 fr.) ; Songes Perdus, 120 fr. (150 fr.) ; La Souffrance et le Veston, 120 fr. (150 fr.) ; Boutique d'Or, 120 fr. (150 fr.) ; La Tour des Peuples, 280 fr. (310 fr.) ; Les Origines de la Montagne, 280 fr. (310 fr.) ; Le Père Diogène, 75 fr. (105 fr.) ; Les Apparitions d'Anavérus, 75 fr. (105 fr.) ; Chère Pucelle de France, 60 fr. (90 fr.) ; L'Amour Plural, 60 fr. (90 fr.) ; Le Sphinx Rouge, 150 fr. (195 fr.) ; La Vie Éternelle, 60 fr. (90 fr.) ; Déterminisme et Libre Arbitre, 20 fr. (30 fr.) ; Petite Causerie sur la sagesse, 40 fr. (55 fr.) ; Maltaitu (en espagnol) ; Paginas Selectas, 40 fr. (50 fr.) ; Max Stirner ; L'Unique et sa Propriété, 325 fr. (355 fr.).

EDUCATION SEXUELLE

NEO-MALTHUSIANISME
J. MARESTAN : Education Sexuelle, 250 fr. (280 fr.) ; Dr NAGUIB RIAD : Le Bonheur Intime, 300 fr. (488 fr.) ; M. DEVADES : La Maternité Consciente, 60 fr. (90 fr.) ; J.M. LAHY : Du Clan Primitif au Couple Moderne, 60 fr. (90 fr.) ; A. LORULOT : L'Education Sexuelle et l'Amour, 150 fr. (210 fr.) ; La véritable Education sexuelle, 300 fr. (395 fr.) ; Morale sexuelle chrétienne ou libertaire, 25 fr. (35 fr.).

PEDAGOGIE

S. A. T. : Grammaire espérantiste, 120 fr. (150 fr.) ; G. GIBAUD : Compuls, 240 fr. (310 fr.) ; A. JOUINNE : Une Expérience d'Education Nouvelle, 60 fr. (90 fr.) ; M. MARTINET : Culture Prolétarienne, 200 fr. (230 fr.) ; C. ABDULLAH : Les Oiseaux, Maison d'enfants, 250 fr. (290 fr.).

ROMANS D'AVANT-GARDE ET DOCUMENTS

A. KOESTLER : Croisade sans Croix,

SERVICE DE LIBRAIRIE

200 fr. (230 fr.) ; Un Testament Espagnol, 180 fr. (210 fr.) ; La Lie de la Terre, 240 fr. (285 fr.) ; La Tour d'Ezra, 350 fr. (395 fr.) ; A. SERGENT : Je suivis ce mauvais garçon, 110 fr. (140 fr.) ; C. ROUSSET : La Symphonie Péruvienne, 300 fr. (345 fr.) ; W. RUSSEL : Vent d'Ourse, 300 fr. (345 fr.) ; J. BLANC : Confusion de peines, 265 fr. (285 fr.) ; Joyeux fais ton tourbi, 265 fr. (285 fr.) ; Le Temps des Hommes, 300 fr. (330 fr.) ; J. HUMBERT : Sous la Cagoule, 50 fr. (80 fr.) ; R. BONNET : A l'Ecole de la Vie, 100 fr. (130 fr.) ; HAN RYNER : Face au public, 200 fr. (230 fr.) ; E. WAGNER : La Tétralogie (4 livrets d'opéra), 250 fr. (285 fr.) ; ALBERNI : Les Coupables, 180 fr. (210 fr.) ; A. PATRONI : La Débauche de l'élite, 150 fr. (180 fr.) ; P. PRIEST : Perdus dans ce désert, 180 fr. (210 fr.) ; A. LORULOT : Fleur de Poisse, 150 fr. (180 fr.) ; J. SOUFERANCE : Le Couvent de Gomorrah, 200 fr. (230 fr.) ; R. NIF : Tout un monde : Les Ours 225 fr. (255 fr.) ; ART-SIBATCHEV : Le Baiser au Néant, 250 fr. (285 fr.) ; C. VIRGIL GHEORGHIU : La Vie-triquette heure, 350 fr. (420 fr.).

DIVERS

A. LORULOT : Sa Majesté l'Amour, 500 fr. (570 fr.).

PHOTOS (cartes postales)

S. FAURE (Portrait d'art), 35 fr. (50 fr.) ; P. KROPOTKINE, 20 fr. (35 fr.) ; C. BERNERI, 25 fr. (40 fr.).

BIOGRAPHIE-SOUVENIRS

Hem Day : Francisco Ferrer, 30 fr. (40 fr.) ; F. Planché : Louise Michel, 150 fr. (180 fr.) ; Kropotkine, 210 fr. (240 fr.) ; Durolle, 150 fr. (180 fr.) ; Sainte-Beuve : Vie de Proudhon, 240 fr. (270 fr.) ; L. Lecoq : De Prison en prison, 160 fr. (190 fr.) ; J. Humbert : Sébastien Faure, 180 fr. (210 fr.).

Jules Vallès : L'Enfant, 110 fr. (140 fr.) ; Le Bachelier, 110 fr. (140 fr.) ; L'Insurgé, 110 fr. (140 fr.) ; Gabriel Giroud : Paul Robin, 180 fr. (210 fr.) ; E. Renan : Souvenirs d'enfance, 30 fr. (40 fr.) ; XX : Francisco Ferrer Anarchiste, 10 fr. (20 fr.).

SYNDICALISME

G. Yvetot : L'A.B.C. du Syndicalisme, 15 fr. (25 fr.) ; Griffuelles : Le Syndicalisme révolutionnaire, 10 fr. (20 fr.) ; F. A. : Les Anarchistes et l'activité syndicale, 15 fr. (25 fr.) ; E. Rotot : Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr. (22 fr.) ; F. Pelloutier : Histoire des Boutiques du Travail, 240 fr. (270 fr.) ; P. Bernad : L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (105 fr.) ; Le Monde nouveau, 140 fr. (170 fr.) ; XX : Léon Jouhaux, voici l'homme, 40 fr. (55 fr.) ; J. Renne : Syndicalisme français, 200 fr. (230 fr.).

PHYSIQUE - BIOLOGIE

SOCIOLOGIE, ETC...

Buchner : Force et Matière, 240 fr. (285 fr.) ; Haackel : Histoire de la Création, 400 fr. (470 fr.) ; R. H. Huxley : Du Singe à l'Homme, 180 fr. (210 fr.) ; Darwin : L'Origine des Espèces, 500 fr. (570 fr.) ; Dr Dedel : Moise ou Darwin, 75 fr. (105 fr.) ; A. Lorulot : Crimes et Société, 125 fr. (155 fr.) ; G. Matisse : Qu'est-ce que le matérialisme, 12 fr. (17 fr.).

Prière d'ajouter 25 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à JOULIN Robert, 145, quai de Valmy, Paris (X^e), C.C.P. 5561-76.

A propos de la page syndicale du «Libertaire»

MISE AU POINT nécessaire

MON intervention au cours de la conférence qui devait aboutir à la création du « Comité National provisoire d'unité syndicaliste » a eu pour but de fixer la position de notre Fédération Anarchiste devant le problème syndical, et cela en accord avec les décisions du dernier Congrès de notre mouvement.

J'ai donc souligné :

- 1) Que nous aurions souhaité que le regroupement syndicaliste s'accomplisse au sein de la C.N.T., mais que malheureusement, pour des raisons qu'il ne nous appartenait pas de discuter, la grosse majorité non seulement des syndicalistes révolutionnaires, mais encore des anarchistes, se refusait à le considérer sous cet angle et que répéter inlassablement : « rentrez à la C.N.T. » ne faisait pas avancer le problème d'un pouce ; qu'une situation était ainsi créée et qu'il n'était pas possible de ne pas en tenir compte.
- 2) Que le regroupement était impossible au sein de « Force Ouvrière » parce que d'abord : la « camaraderie des cadres syndicaux de la BASE au SOMMET », leurs intérêts bureaucratiques communs empêchaient tout redressement de cette centrale et que, d'autre part, la rentrée de quelques camarades à « Force Ouvrière » pour mener ce combat serait inutile tant que subsisteraient les raisons qui ont fait désertir cette centrale par les travailleurs ; que cette rentrée serait inefficace, les syndiqués ne suivant pas leurs responsables.
- 3) Que le syndicalisme dit de « masse » était actuellement une erreur et que dans sa masse la classe ouvrière inéduquée, égoïste et particulariste ne pouvait que pourrir l'élite pensante du prolétariat.

par JOYEUX

- 4) Que les méthodes actuelles de lutte axées sur les revendications immédiates étaient dépassées et que toutes les centrales qui les préconisaient faisaient figure d'organisations préhistoriques et hors des réalités actuelles. Il n'y a d'ailleurs que les cadres syndicaux pour se faire encore des illusions à ce sujet, une simple enquête parmi les travailleurs démontrera péremptoirement ce qu'ils pensent des augmentations de salaire.
- Et enfin, conformément aux décisions de « Lyon », j'ai fait appel au maintien du lien qui unit par-dessus les « frontières » syndicales les anarchistes d'abord, les syndicalistes révolutionnaires ensuite.

*

Il apparaît que là est la préoccupation qui doit guider notre organisation. La Fédération Anarchiste compte des adhérents partout, il importe qu'elle essaye de resserrer le contact entre eux. Il importe que ses militants, qu'ils soient à la C.G.T., à F.O., à la C.N.T. ou chez les autonomes, continuent à défendre les principes qui lient entre eux les différents membres de notre commune organisation. Et cela est d'autant plus possible et d'autant plus faisable que notre Fédération qui ne prétend coloniser aucune organisation syndicale, ne PERMETTRA JAMAIS à AUCUNE organisation syndicale, la C.N.T. y compris, de lui dicter sa conduite devant les remous sociaux.

Quelle que soit notre amitié pour nos camarades syndicalistes, nous n'accepterons jamais d'aligner notre action dans le monde du travail sur la leur, si nos congrès ne le décident pas ainsi. Nous N'ACCEPTERONS JAMAIS de leur abandonner en confiance l'action nécessaire dans les usines et sur les chantiers.

La F. A., par sa fermeté et son indépendance à ce sujet, peut montrer à toutes les organisations syndicales les erreurs tactiques qu'elles commettent et proposer à toutes les organisations syndicales l'abandon des LUTTES REVENDICATIVES IMMÉDIATES qui, après chaque « victoire », augmentent les difficultés des travailleurs, au profit de la REVENDICATION GESTIONNAIRE.

Ceci posé, il se comprend tout de suite que cette page syndicale n'est ni la page de la minorité F. O., ni la page du « Comité National provisoire d'unité », ni la page de la C.N.T., mais tout bonnement, tout simplement la page où la Fédération Anarchiste, où les militants anarchistes définissent les problèmes sociaux à travers les accords des CONGRÈS ANARCHISTES.

Certes, cette page peut être ouverte à tous, JE DIS TOUS les minoritaires syndicalistes révolutionnaires à deux conditions :

- 1) Qu'ils y débattent des idées et que leurs actions dépassent le cadre de la réclamation au profit de leurs organisations respectives.
- 2) Qu'ils s'abstiennent de dicter à la Fédération Anarchiste une conduite que celle-ci pense devoir déterminer elle-même.

Or, il faut bien le dire, nos amis syndicalistes deviennent singulièrement exigeants. Ce sont nos camarades de la minorité F. O. qui s'appuyant sur des résultats incontestables dans le domaine gestionnaire en particulier, nous accusent de ne pas être objectifs et de friser la « maladresse ».

Ce sont nos amis de la C.N.T. qui nous reprochent de ne pas les soutenir assez vigoureusement.

Ce sont les anarchistes militants dans les syndicats autonomes qui auraient la fâcheuse habitude d'annexer la « page syndicale ».

Et bien, nous nous en excusons « humblement » auprès des uns et des autres, mais la page syndicale du « Lib. » EST, ET RESTERA, comme l'ensemble des autres pages de notre journal, D'ABORD ET SURTOUT la page des militants membres de notre Fédération Anarchiste et défendant les résolutions sociales de nos Congrès.

DANS LES METAUX

CHEZ MATHIS

Lors de la grève générale du 25 novembre, le débrayage fut total, à deux ou trois exceptions près, selon les estimations des camarades qui eurent le courage de venir faire le piquet de grève devant la porte. Sur le plan strict de l'unité, ce résultat est appréciable.

A l'occasion de cette grève générale, une section syndicale F.O. s'est formée dans l'usine ; le membre fondateur de cette section est un M. Ronibus ou Hiéronimus (un nom en us) qui fonctionnait dans un métier et en blouse blanche dans l'un des nombreux bureaux de l'usine. Un ou deux jours avant la grève, avait lieu une réunion de cellule (pardon ! une réunion syndicale...) entre délégués et autres membres suppléants de la C.G.T. Au cours de cette assemblée à huis clos le M. Népière fit irruption dans la salle des délibérations et tint un langage qui peut se résumer ainsi : « Je vous informe qu'une section syndicale F.O. est formée à ce jour par M. « Trolleybus », des cadres ; en conséquence, veuillez à lui réserver un peu de place sur votre panneau d'affichage ». Chacun sait que M. Népière cumule, chez Mathis, les fonctions de chef du personnel avec celles de garde-chiourme. Aussi, avisant au sein de cette réunion très intime quelques camarades qui n'étaient ni délégués, ni suppléants, ni rien d'approchant, les pria-t-il instamment d'avoir à réintégrer au plus vite leur lieu de travail, et leur fit sauter une demi-heure à titre d'avertissement. Cette présentation (je dirais presque : cette imposition) de

la section « F.O. » par le chef du personnel en personne donne à penser que le serait patronnée par le patron. Espérons, sans trop y croire, que le camarade « Minimus » et sa jeune section F.O. sauront, par leur esprit syndicaliste et leur loyauté envers les intérêts de la classe ouvrière, détruire cette opinion somme toute prématurée.

Chez Mathis la hiérarchie n'est plus défendue que par les P3 et autres favoris des hauts salaires. Dans l'ensemble, tous les bas-salariés, quelle que soit leur appartenance syndicale, commencent à la trouver saumâtre. Au cours de la dernière réunion syndicale, qui se tint quelques jours avant la grève, il y eut des remontrances à ce sujet ; et l'on vit un camarade s'élever avec violence contre la hiérarchie, arme de division du patronat. Aussi, quand on apprit que les seuls P3 bénéficieraient d'une augmentation de salaire substantielle (treize francs de l'heure), assista-t-on à un magnifique débrayage spontané suivi d'une montée en masse au bureau que les délégués et autres suppléants n'eurent le temps ni de canaliser, ni d'enrayer. Naturellement, le directeur M. Bousquet, suivant la tactique qui lui est chère, n'était « pas libre pour le moment », et ne consentait à recevoir les délégués que si le personnel regagnait son travail. Après le refus d'obtempérer des ouvriers, il accepta de recevoir les délégués accompagnés d'une « large délégation ouvrière ». Et ceux-ci ne purent qu'entériner les décisions directrices assainies, pour la circonstance, d'une petite arme sur l'état déplorable du budget de l'usine. Et pour l'augmentation du salaire des P3, cette seule justification fut fournie : l'augmentation de salaire des P3 à pour seul but de les empêcher d'aller chercher du travail ailleurs. M. Bousquet, avec un entêtement qui frise le mauvais goût, continue de prendre sa fourberie pour de l'intelligence et son

ROGNAC

Union locale C. N. T.

La Fédération des Travailleurs du Rail remercie les camarades des organisations C.G.T., C.F.T.C., F.O., non organisés, de la marque de confiance qu'ils ont bien voulu lui donner par l'élection de son délégué au comité de grève de la journée de lutte du 25 novembre.

Assure ces camarades de sa solidarité envers tous mouvements revendicatifs qui pourraient se produire, pour l'amélioration de la vie sociale du travailleur et lutte contre le capitalisme. Félicite les camarades des diverses organisations, pour l'attitude syndicale qu'ils ont bien voulu tenir sans tendances politiques, philosophiques, religieuses, dans cette lutte du 25.

C. L. E.

Permanence tous les jeudis, de 17 à 20 h., 28, rue Serpente. Débats publics tous les jeudis, à 20 h. 45, au Café des Trois Nègres (sous-sol), 34, Bd Saint-Germain, Paris (6^e). Métro Maubert-Mutualité.

Jeudi 8 décembre : « Bloc Atlantique, neutralité européenne et défaitisme », avec la participation assurée de Collinet, Delanay et Fournier.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers : La terre aux paysans

La hiérarchie des salaires fait le jeu du patronat

LES défenseurs des augmentations hiérarchisées sont mal à l'aise. Chaque jour qui passe leur est un recul et une dure épreuve. A son tour, le « Bulletin des Services centraux S.N.C.F. », (C.G.T.), n° 23, décembre 49, éprouve le besoin de défendre péniblement la position de la « grande centrale ». Signe des temps... Admirez la dialectique et voyez le cruel embarras de ces messieurs :

« Le patronat et les pouvoirs publics » professent l'opinion que la part fixe du salaire (2.948 fr.) hiérarchisée, « serait une insulte aux employés modestes... Il n'y a pratiquement pas d'agents à l'échelle 1, à l'essai... En réalité, l'employeur aurait intérêt à « bien payer les cadres dont il a besoin, mais la rémunération des cadres ne représente que 7 p. 100 des dépenses de personnel. Donner 19.000 fr. à l'agent de l'échelle 19 ne coûterait qu'une quinzaine de millions par mois à la S.N.C.F., car il y a moins de 900 agents à l'échelle 19. Mais il faudrait en même temps donner près de 3.000 fr. en plus à l'agent de l'échelle 5 et la dépense serait d'environ 250 millions par mois, car il y a près de 95.000 agents à l'échelle 5, 40.000 agents à l'échelle 6, 30.000 à l'échelle 7, 20.000 à l'échelle 8, 60.000 à l'échelle 4, 50.000 à l'échelle 3, 40.000 à l'échelle 2, alors qu'il n'y en a que 1.300 à l'échelle 1... Le fait d'écraser la hiérarchie profite à l'employeur, puisqu'il paie moins de salaires... La situation est même tragique pour ceux qui se trouvent placés sur les basses échelles... Ceux qui prétendent que 19.000 francs d'augmentation donnés à un inspecteur divisionnaire est une insulte à la misère, n'ont nullement protesté contre le fait que les réserves des sociétés industrielles françaises s'élevaient en 1948 à cinq mille milliards de francs, qui représentent 400.000 francs par salarié ».

Et voici le bout du nez : « Pour en sortir, il faut donc un gouvernement qui donne satisfaction à nos revendications, un gouvernement démocratique ».

C'est simple, mais il fallait y penser. Ainsi, pour faire avaler la pilule au lampiste, on lui dit d'abord qu'il n'existe pratiquement pas. Après quoi, on avoue difficilement qu'il y en a 1.300.

Avec un petit air bien cagétiste de s'en taper le derrière. Mais comme il faut tout de même ménager ce petit nombre, on verse un pleur en déclarant que sa situation est tragique. On est coincé entre divers désirs et les contradictions pleuvent. On nous fait une démonstration, tirée par les cheveux, sur l'avantage (1) des augmentations hiérarchisées. Et comme le mensonge ne paie plus, on prend des gants pour insinuer que ceux qui combattent la hiérarchie

des salaires sont les alliés du patronat et des pouvoirs publics. Car on n'a pas osé dire « du présent gouvernement ». Et, au milieu de cet amalgame amphibologique, on sort une idiotie qui n'influence plus que les gars de la cellule : « L'écrasement de la hiérarchie profite à l'employeur ». Ensurme, eut dit Flaubert ! On croit de bon ton de pouvoir ensuite nous donner une petite leçon de morale.

Nous disons, nous, car nous sommes butés, que même s'il n'y avait qu'un crève-la-faim, il faudrait d'abord penser à lui, et que ce serait insulter à sa pauvreté que de donner, en premier lieu, à ceux qui ont suffisamment. Mais puisque la C.G.T. prétend que la défense de la hiérarchisation des salaires a pour but de faire payer l'employeur, de lui tirer plus d'argent, notre solution est celle-ci : si, par exemple, l'augmentation hiérarchisée doit coûter à la S.N.C.F. 400 millions par mois, réclamons cette somme, et partageons-la uniformément entre les 466.000 cheminots. Parts égales du gâteau. La C.G.T., dans ces conditions, ne pourrait s'y opposer...

Quant à savoir si la S.N.C.F. préfère la non-hiérarchisation, ce qui veut dire que nous sommes ses complices, rappelons à peine à la C.G.T. que la S.N.C.F. professe également un sain respect pour le travail et les primes au rendement... instaurées par la C.G.T., contre la volonté de l'énorme majorité des cheminots. Tout le monde, aujourd'hui, sait qu'il nous ont conduit ces primes, et la C.G.T. a plutôt bonne mine de dénoncer les licenciements. Ils sont bien le résultat de sa triste politique. Nous les avions prévus, et c'est pour en avoir crié par avance la suite, que nous avons été traités de diviseurs. Voyons, messieurs, un peu de mémoire. Ce n'est pas si lointain.

Sur les bénéfices des sociétés, nous n'avons jamais attendu la C.G.T. pour en démontrer le scandale. Mais, là encore, nous avons souvenance de certains ministres cagétistes — pour ne pas parler politique — qui s'entendirent très bien avec ces sociétés, non pas pour les abattre, mais pour les défendre et augmenter encore leurs revenus, sur le dos des ouvriers.

On voudrait seulement que la grande maison « jaune » nous dise quel est le gouvernement qui fut un jour favorable à nos revendications, et quel est celui qui pourrait l'être... Elle doit bien avoir

sa petite idée là-dessus, comme sur le reste. Pourquoi diable ne la dit-elle pas tout haut ?... N'aurait-elle plus confiance en sa force de persuasion ?

Quoi qu'il en soit, constatons la gêne où se trouvent aujourd'hui les promoteurs des augmentations hiérarchisées. C'est la preuve que la masse ne suit plus, et la justification de notre entêtement. Sachons être patients : bientôt, la C.G.T. combattrait d'arrache-pied la hiérarchie. Et nous serons très étonnés d'apprendre que ce fut TOUJOURS sa position !...

En attendant de pouvoir abattre la hiérarchie des salaires, nous voulons la stopper en disant : uniformisation des augmentations, compression des échelles. Si ce n'est qu'un début, ce sera déjà beaucoup.

Fernand ROBERT.

Dans les Hôpitaux

Malgré les manœuvres de dernière heure fomentées dans quelques hôpitaux de l'A. P. par la « maîtrise », le Syndicat du Personnel des Services de Santé se félicite de la bonne marche de la grève, tout en regrettant qu'elle n'ait été que spectaculaire : elle n'a rien apporté de positif à la classe laborieuse. Mais constate que pour la deuxième fois les principes de la grève gestionnaire se manifestent dans les établissements hospitaliers : LES SOINS ONT ETE GRATUITS.

Nous lançons un appel à tous les camarades de la fonction publique à venir se grouper au sein des divers syndicats adhérents à la C. N. T., afin que triomphe le syndicalisme révolutionnaire.

REVUE de la PRESSE syndicale

Si la grève du 25 novembre n'a pas « emballé » les travailleurs, elle eut au moins le bonheur de soulever l'enthousiasme des « grandes » centrales syndicales.

Pour Olga Tournade, secrétaire de la C.G.T. — elle aussi — cette grève fut « magnifique ».

Tout d'abord, les travailleurs n'ont jamais considéré le 25 novembre comme un but en soi : ils l'ont organisé avec le calme, avec la tranquillité, assurance que donne la certitude du succès.

On se demande bien quel succès les travailleurs espéraient puisque, selon la C.G.T., la grève n'était pas un but en soi. Ce que nous n'avons jamais cessé de répéter.

Pour Bothureau, de Force Ouvrière, elle fut un « succès ».

On comprend aisément l'indulgence des réformistes à l'égard de leur rejeton.

Totale ? dit-il dans F.O. du 1-12-49, non, mais générale !

Nous cherchons vainement la différence des termes.

Pour mettre d'accord statisticiens et Bothureau, disons qu'elle ne fut ni TOTALE ni GENERALE, principalement dans les secteurs où F.O. possède une certaine influence (P.T.T., fonction publique, etc...).

Dans ce concert de stupidités, Monde Ouvrier semble avoir gardé un tant soit peu de lucidité, quoi qu'il soit, lui aussi, trop prompt à s'enthousiasmer.

La grève d'avertissement du 25 novembre a réussi. Certains journaux peuvent prétendre le contraire. Cela prouve simplement qu'ils n'ont pas su — ou voulu — comprendre.

Cette volonté que les travailleurs ont manifestée sur leur lieu de travail ne manquera pas d'impressionner les organismes centraux syndicaux. Et c'est ce caractère d'unité que les militants de base ont su donner à la grève qui fait de celle-ci un succès.

Mais ce combat d'un jour, loin d'être une fin en soi, n'est qu'un commencement.

L'unité des travailleurs doit faire barrage à la marée actuellement montante du capitalisme. Au coude à coude, organisons la Résistance ouvrière.

(Jacques Cru, M.O., 3 déc. 49.)

J. Cru croit-il sincèrement que la grève a réussi ? Soyons sérieux, il y avait deux points sur lesquels elle pouvait réussir : d'une part, l'unité d'ac-

ANGERS

Résultat d'une grève

7 à 8.000 manifestants se pressaient sur la place de la Bourse-du-Travail à Angers, le 25 novembre.

Pour certains d'entre nous qui avaient depuis quelque temps des doutes sur le réveil de la classe ouvrière, ce fut un succès. Tous ces prolétaires fonctionnaires ou ouvriers, avaient répondu à l'appel des trois organisations. Un meeting de protestation suivi d'une manifestation furent organisés.

Notre camarade Tharreau, désigné par l'Union locale F.O., prit la parole et, pendant trois quarts d'heure, dans un clair langage, il développa les véritables raisons de cette manifestation. Sans s'inquiéter des mots d'ordre des pontifes de la C.G.T. et de F.O., il sut donner à cette manifestation son caractère révolutionnaire et de lutte de classe.

Devant les cocos ahuris, il développa avec justesse les conceptions nouvelles de la lutte syndicale contre les exploiteurs. Il préconisa la grève gestionnaire : ce fut le pavé dans la mare aux cocos, et un tonnerre d'applaudissements signifièrent que notre camarade avait touché la corde sensible de la masse des exploités.

Il est un fait évident que ces grèves à la petite semaine, satisfaisant les combines des politiciens, ont fatigué de plus en plus la classe ouvrière ; il est donc indispensable que les militants se préparent et envisagent la prise en gestion de tous les moyens de production, seul remède qui apportera au monde du travail la fin de son esclavage et sa liberté.

Albert FERIER.

N'oubliez pas, Cheminots communistes, révoqués lors de la grève de novembre 1947, que M. LEMAIRE, directeur de la S.N.C.F. qui signa votre révocation, est Membre du Comité FRANCE - U.R.S.S.

M. Pineau et le double jeu

La résistance continue. On croyait pourtant bien en avoir terminé. Mais, au fond, on résiste toujours à quelque chose.

Ainsi, le parti socialiste engageait ses adhérents à faire grève, le 25 novembre. M. Pineau, ministre socialiste des Transports, résista au mot d'ordre de son parti. Les transports faisant grève, il mobilisa les autocars. Car M. Pineau, en tant que membre du parti socialiste, est pour la grève. Mais en tant que ministre, il est contre. C'est comme ça qu'on sauve la France, qu'on gagne à tous les coups... et qu'on perd la face.

Que voulez-vous, le double jeu a ses servitudes... et le portefeuille ses sacrifices.

Comme dit Pierre André, député P.R.L. : « Le public s'indigne d'une pareille anarchie ». M. Pierre André n'y connaît rien : le public s'indigne surtout de voir des députés tellement ignorants de la signification des mots qu'ils emploient. Anarchie, M. le

P.R.L., cela ne veut pas dire pagaie, mais ordre.

Et « Le Monde » disait, il y a quinze jours : « L'homme de la rue est anarchiste de tempérament ». Cela se peut. Mais quant à la pagaie, il y a beau temps qu'il s'en foute. Tout comme un vulgaire ministre.

René GUY.

LIBRE PENSEE

Vendredi 9 décembre, à 20 h. 45, salle des fêtes, près de la Mairie, Vincennes : grande manifestation Francisco Ferrer. Orateurs : Mlle Ferrer, fille du Martyr, et Cotereau, Bois-Colombes.

Mercredi 14 décembre, à 20 h. 45, salle des fêtes, Marché de Bois-Colombes. Orateurs : Ch. A. Bontemps, Vintrex, Lucien Le Foyer. Samedi 17 décembre, à 20 h. 45, salle, 63, rue Froidevaux (18^e) : grande séance de cinéma, « Le Poète et Paysan », dessins animés. Le ciel est à nous ! Commentaires de Jattiaux. — Salle chauffée. — Participation aux frais : 40 francs.

Le Secrétaire général : A. PECHU, rue de Grancey.